



LES MENACES SONT DEJA A L'ŒUVRE Journalistes, toutes nos voix contre l'extrême-droite !

Lundi 17 juin, à Carcassonne, un journaliste du quotidien régional L'Indépendant est pris à partie par trois députés Rassemblement national du secteur, Julien Rancoule, Frédéric Falcon et Christophe Barthès. Avant que ne commence leur conférence de presse, les élus lui demandent de ne pas qualifier le RN de "parti d'extrême-droite" et laissent entendre que ce faisant, il ne serait pas neutre. Notre confrère refuse, fort d'une réflexion en interne menée avec un historien, et explique calmement ce qu'est son métier. Résultat : les députés RN annulent cette conférence de presse.

Le même jour, mêmes éléments de langage en Picardie, dans les locaux de France Bleu. La journaliste se fait reprendre par le candidat RN aux législatives, Damien Toumi, qu'elle interroge sur la privatisation de l'audiovisuel public et sur ce que deviendrait ce qu'il en resterait sous un gouvernement d'extrême-droite. Elle tient tête, et elle a raison : le Conseil d'État a bien tranché, en mars dernier : le RN peut être qualifié d'extrême-droite.

Voici la face « soft » d'un RN déjà à l'œuvre, croyant qu'il peut manipuler les médias pour ripoliner son image. Une question de vocabulaire, loin d'être secondaire, qui laisse entrevoir la façon dont il traitera les journalistes s'il arrive au pouvoir : par l'intimidation, la désinformation, les entraves. Sa volonté : les mettre au pas.

CFDT-Journalistes a fait campagne durant les Européennes avec cette déclaration très ferme : « *Journalistes, ne regardons pas monter l'extrême-droite les bras croisés* », qui détaillait et les menaces et les façons dont les journalistes peuvent et doivent résister. Le scénario catastrophe post-législatives qui se dessine appelle à redoubler d'efforts pour qu'il ne se réalise pas. La profession était déjà fragilisée, et la défiance grande : il est impératif ne pas rajouter aux menaces celles d'un gouvernement et d'une assemblée attentatoires aux libertés. Partout, en Europe, l'extrême-droite, en arrivant aux manettes, piétine la liberté de la presse. Nous ne voulons pas être les prochains sur la liste.

Redisons-le : aucun journaliste ni aucun travailleur des médias ne doit glisser un bulletin d'extrême-droite ou d'allié de l'extrême-droite dans l'urne, ni s'abstenir. Dans la future Assemblée, les sièges se joueront parfois à quelques voix, or chaque député.e susceptible de s'opposer aux réformes attentatoires à la liberté de la presse, syndicale, aux droits des femmes, des minorités, sera précieux. La profession est diverse, riche des idées et parcours de ses membres : nous faisons partie des forces vives du débat démocratique. Chacun saura choisir, parmi l'offre qui lui sera présentée dans sa circonscription, le ou la candidate ayant le plus de chances d'être élu pour défendre les valeurs de la démocratie, de la liberté, de l'égalité, et de la fraternité.

Outre nos voix dans les urnes, nous avons aussi des voix publiques. Sans sortir de notre rôle, en restant toujours ancrés dans nos fondamentaux professionnels – honnêteté de l'information, vérification des faits, contradictoire... - nous pouvons et devons actuellement être des remparts à l'extrême-droite. Chaque jour, des consœurs et confrères nous honorent, par leurs actes de résistance salutaire. Que cette période, ô combien anxiogène, revivifie également ce pourquoi nous avons choisi ce métier : informer, transmettre, créer du lien, faire progresser la connaissance.

Les 30 juin et 7 juillet, votons CONTRE l'extrême-droite, votons POUR les porteurs d'un projet faisant toute sa part à l'information, pilier de notre démocratie, prenons les procurations de nos proches, faisons entendre toutes nos voix !

Paris, le 21 juin 2024

Contact : journalistes@f3c.cfdt.fr

LE 30 JUIN ET LE 7 JUILLET,
**VOTONS POUR
DÉFENDRE NOTRE
DÉMOCRATIE !**

